

\*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – *Définition AFG-FIR*

### Actualité Promepar AM

*A travers son fonds **Bred Sélection ISR**, trente six mille euros issus d'une partie des frais de gestions ont déjà été reversés à 3 fondations impliquées dans l'égalité des chances et la transmission du savoir : la fondation des Ecoles de la 2<sup>ème</sup> chance, la fondation Epic à destination de l'association **Sport dans la Ville** et la fondation HEC à destination du projet **Stand Up**.*



## ENVIRONNEMENT

### Etats-Unis : début d'une nouvelle ère environnementale ?

Le programme de Joe Biden en matière d'environnement ne se résume pas au **retour** des Etats-Unis dans l'**Accord de Paris**. Le nouveau président américain propose un plan de lutte contre le réchauffement climatique permettant d'être neutre en émissions carbone d'ici 2050. Ainsi, toutes les agences fédérales sont appelées à prendre en compte les questions environnementales dans leurs décisions, des commandes publiques aux questions de sécurité nationale ; un **moratoire** a été décrété sur les nouvelles exploitations pétrolières et gazières et d'ici 2030, 30% des terres et des eaux fédérales devront être préservées, afin d'enrayer la perte de la biodiversité. Par ailleurs, un **conseil de justice environnementale** sera mis en place au sein de la Maison Blanche mais aussi aux ministères de la justice et de la santé, dans l'objectif de « *rendre justice aux communautés les plus touchées par les dégradations environnementales* ». Si une partie de l'industrie (dans l'énergie, l'automobile ou la finance) semble accepter de nouvelles restrictions, des **interrogations** demeurent car pour inscrire son programme dans la durée, Joe Biden devra passer par la **loi**, avec le risque que ses décrets soient révoqués par son successeur. De plus, pour faire adopter des lois, il devra consolider une majorité fragile, et **composer avec des parlementaires** qui vendront chèrement leur soutien, comme le sénateur démocrate de Virginie occidentale, un Etat où l'industrie du charbon reste puissante ou encore le leader républicain au Sénat, qui devrait lui aussi défendre l'industrie de son Etat, le Kentucky.

*Sources : Les Echos*

### Europe : deuxième Airbus des batteries électriques

L'Europe poursuit son offensive sur le marché de la batterie électrique. Le 26 janvier, la Commission européenne a approuvé une aide publique de 2,9 milliards d'euros octroyée par 12 Etats membres, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne, pour un **vaste projet commun de recherche** sur des batteries de nouvelle génération. Il fait suite et viendra compléter un premier projet européen lancé fin 2019, par sept pays, sous la houlette de Paris qui bénéficie lui de 3,2 milliards d'euros d'aides d'Etat et vise à lancer les premières « giga factories » européennes dans les deux ans. Cette deuxième initiative, baptisée « **The european battery innovation** » et initiée par l'Allemagne, prendra elle aussi la forme d'un « projet européen important d'intérêt commun ».

Cet outil assouplit les règles européennes sur les aides d'Etat pour faciliter les projets jugés clés pour l'avenir et la souveraineté économique du continent. Le projet réunira jusqu'en 2028 une grosse quarantaine d'entreprises, dont les constructeurs **BMW, Fiat-Chrysler et Tesla**, le **spécialiste suédois des piles Northvolt** et le **chimiste français Arkema**. L'objectif affiché est de se coordonner et d'innover sur toute la chaîne de valeur, de l'extraction des matériaux au recyclage des batteries, **en lien avec le Green Deal**.

*Sources : Les Echos*

### France : Alliance pour un méga projet de production d'hydrogène vert

**Total et Engie** ont annoncé leur coopération pour développer et exploiter le plus grand site en France de production d'hydrogène à partir d'électricité renouvelable. Implanté dans la bioraffinerie de Total à La Mède, l'électrolyseur de 40 MW sera alimenté par des fermes solaires et produira **cinq tonnes d'hydrogène par jour**. Le projet, qui prévoit une solution de **stockage** pour gérer l'intermittence de l'électricité solaire, devrait être mis en construction en 2022 pour une production en 2024.

*Sources : RSEDATANEWS*



## INVESTISSEMENT RESPONSABLE

### La Banque de France renforce ses engagements climats

Pointée du doigt cet automne en marge du Climate Finance Day, la Banque de France a procédé à une **révision** de sa **politique d'investissement durable** amorcée en 2018. Les nouvelles dispositions, s'appliquent aux portefeuilles d'investissement géré en pleine responsabilité, soit environ 22 milliards d'euros répartis entre les fonds propres de la banque (environ 8 milliards) et la caisse de retraite des employés (environ 14 milliards). En pratique l'institution va abaisser à **2%** le **seuil de chiffre d'affaires** réalisé par les entreprise avec du **charbon** (vs seuil de 20% depuis 2018), puis **d'ici fin 2024**, ce seuil passera à **zéro**. Mais les engagements vont plus loin :

- i) dès cette année, les investissements dans les **hydrocarbures non conventionnels** (pétrole et gaz de schiste, sables bitumineux, extraction en Arctique etc..) seront **proscrits**.
- ii) d'ici 2024, exclusion des sociétés dont le **pétrole** représente plus de **10%** de leur chiffre d'affaires, et celles dont le gaz

représente plus de **50%** du chiffre d'affaires. Enfin et ce n'est pas anodin, la Banque de France a révisé sa **politique de vote** et s'est engagée à **voter contre** les **nouveaux projets** de développement des énergies fossiles. Aucune autre banque centrale n'a pour l'instant mis en place de stratégies d'exclusion de ce type.

Source : RSE DATANEWS



## GOVERNANCE

### Le gouvernement veut aller au-delà de la loi Copé-Zimmermann

Le 27 janvier, la France a fêté les 10 ans de la loi qui a imposé le quota de 40% de femmes dans les conseils d'administration des entreprises ; et c'est un **anniversaire réussi** puisqu'aujourd'hui, les femmes occupent **45,8%** des postes d'administrateurs du SBF120, contre 12,5% en 2010 ; en 2021, plus de vingt sociétés comptent au moins 50 % de femmes administrateurs, **Sodexo, Kering, Ipsos ou CGG** affichant même un taux de féminisation de **60 %**. De ce fait, la France occupe la **première place** du podium, tout juste devant la Norvège qui dès 2003, avait exigé que les plus grandes entreprises comptent 40 % de femmes au sein de leurs conseils dans un délai de cinq ans. Mais le «**ruissellement**» attendu de cette parité vers les instances de direction des entreprises **n'a pas eu lieu** et les comités exécutifs (comex) ou les comités de direction (codir) sont encore largement composés d'hommes : les femmes ne représentent que 22% des effectifs dans les comités exécutifs au sein du SBF 120, contre 7 % en 2009. Une seule femme dirige un groupe du CAC 40, Catherine MacGregor chez Engie et dans le SBF 120, elles sont à peine 10, dont seules trois concentrent les pouvoirs : Christel Bories, PDG d'Eramet, Marie Cheval, PDG de Carmila et Stéphane Pallez, à la Française des Jeux. *Il ne faut pas que le conseil d'administration soit l'arbre qui cache la forêt... il faut être capable de rentrer dans une logique plus ambitieuse qui passe par les quotas* a déclaré Bruno Le Maire à l'Assemblée Nationale lors d'une audition sur l'égalité économique et professionnelle.

Source : Les Echos



## RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

### Schneider Electric multi-récompensé

Très bien noté par les agences de notations extra financières, considéré l'an dernier comme l'entreprise du CAC40 avec le meilleur impact positif par Impak Finance, Schneider Electric **n'en fini pas de recevoir des récompenses sur sa RSE** (responsabilité sociale) : le 26 janvier, le Forum pour l'Investissement Responsable a remis à Schneider Electric le prix du **meilleur plan de vigilance**. Lancé en 2018, ce prix est destiné à récompenser l'entreprise du CAC40 qui produit le meilleur plan en conformité avec la loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre auprès de leurs filiales et de leurs sous-traitants.

Fin janvier, lors du forum économique mondial, le classement annuel des 100 grandes entreprises les plus durables, a nommé

### CONTACT

▪ Murielle HERMELLIN

Responsable du développement ISR – Gérante de portefeuilles  
[murielle.hermellin@bred.fr](mailto:murielle.hermellin@bred.fr)

**Schneider Electric en 1<sup>ère</sup> position** (vs 29<sup>ème</sup> en 2020). « *C'est une reconnaissance du travail des équipes et de ses partenaires* » indique son PDG Jean-Pascal Tricoire, également patron du Global Compact France, précisant « *ce n'est qu'une étape* », le groupe renforçant en effet ses engagements en matière de développement durable pour 2025. Il y a un véritable **alignement** de la politique environnementale et sociale sur les objectifs du développement durable : plus de 70% du chiffre d'affaires est considéré comme vert au sens de la taxonomie européenne. "90% de notre Recherche et développement est dédié à la **transformation bas carbone et numérique**", souligne Gilles Vermot-Desroches, directeur développement durable. Une **stratégie payante** à l'heure où les grandes entreprises doivent mettre en œuvre des engagements climatiques de plus en plus ambitieux. Ses solutions numériques destinées à optimiser l'efficacité énergétique des bâtiments publics, industriels ou individuels l'ont rendu **incontournable** auprès de grands comptes comme Walmart ou ST Microelectronics pour réduire leur empreinte carbone sur leur chaîne d'approvisionnement. Les problématiques **sociales** sont aussi un point fort du groupe : pilotage des sites par des nationaux et non des expatriés, inclusion des jeunes avec des programmes d'apprentissage, équilibre homme/femmes... Depuis 2005 ces **données extra financières** sont publiées aussi fréquemment que les données financières ; initiative pionnière, cela paie puisqu'en cinq ans, l'entreprise a **multiplié son chiffre d'affaires par trois** et qu'elle montre une bonne capacité de résilience depuis la crise.

Sources : FIR - Novethic

## EN BREF

- Emmanuel Macron a donné son feu vert à la tenue d'un **referendum** pour faire entrer le climat, la **biodiversité** et l'**environnement** dans l'article 1<sup>er</sup> de la **Constitution**.
- En 2020, la **Norvège** est devenue le premier pays où les **voitures électriques** ont dépassé les 50% de nouvelles immatriculations. Le pays, a pour ambition qu'en 2025 toutes les voitures neuves soient électriques ou à hydrogène, grâce surtout à une **politique fiscale très incitative**
- 15 investisseurs institutionnels ont déposé une **résolution climatique** en vue de la prochaine assemblée générale d'HSBC, appelant la banque à faire preuve de plus de crédibilité dans son engagement de neutralité carbone. Après Barclays il y a un an, HSBC est la 2<sup>ème</sup> banque européenne à faire face à une résolution climatique externe.
- **Total** s'est retiré de l'**American Petroleum Institute**, l'un des plus puissant lobbys pétroliers. Cette décision résulte de fortes **divergences** sur des sujets climatiques : soutien de candidats américains défavorables à l'Accord de Paris, opposition aux subventions aux véhicules électrique, baisse de la réglementation sur les émissions de méthane et sur la tarification carbone, et plus récemment, opposition à la limitation des nouveaux forages. Le pétrolier français, déjà impliqué dans la transition énergétique, poursuit ses engagements : il vient d'annoncer le **rachat de Fonroche Biogaz**, leader de la production de gaz renouvelable en France et vient d'acquiescer en Inde **20% du plus grand projet de site solaire au monde**.

PROMEPAR Asset Management  
est signataire des



Principles for  
Responsible  
Investment

